

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1981-1982

18 JANVIER 1982

Projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi**PROJET
TRANSMIS PAR LA CHAMBRE
DES REPRESENTANTS**

Article 1.

Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

1^o d'améliorer la compétitivité des entreprises, par la maîtrise de tous les éléments de leurs coûts, notamment par une diminution du prix de l'énergie et par une modification temporaire des modalités légales ou conventionnelles de la liaison des salaires, des traitements et des allocations sociales à l'indice des prix à la consommation, tout en assurant un équilibre des efforts de toutes les catégories sociales et en sauvegardant intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées;

— d'organiser et de contrôler l'effet de la réduction des coûts sur les prix, l'emploi et les investissements;

2^o de soumettre des tarifs de professions libérales à la formule d'indexation visée au 1^o du présent article;

— de fixer le montant et les modalités d'une cotisation à charge des bénéficiaires de revenus professionnels non liés à l'indice des prix à la consommation en vue d'obtenir des intéressés un effort équivalent à tous égards à celui demandé aux bénéficiaires de revenus indexés, tout en sauvegardant intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées;

R. A. 12280

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

28 (1981-1982)

- N^o 1: Projet de loi.
- N^{os} 2 à 8: Amendements.
- N^o 9: Avis du Conseil d'Etat.
- N^{os} 10 à 21: Amendements.
- N^o 22: Rapport + annexe.
- N^o 23: Amendements.
- N^o 24: Avis du Conseil d'Etat.
- N^{os} 25 à 30: Amendements.
- N^o 31: Avis du Conseil d'Etat.
- N^{os} 32 à 35: Amendements.
- N^o 36: Rapport complémentaire.
- N^o 37: Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :
11 à 17 janvier 1982.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1981-1982

18 JANUARI 1982

Ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning**ONTWERP
OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

Artikel 1.

Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

1^o de concurrentiekracht van de ondernemingen te verbeteren door het beheersen van alle elementen van hun kosten, onder meer door een verlaging van de energieprijzen en door een tijdelijke wijziging van de wettelijke of conventionele modaliteiten van de koppeling van de lonen, wedden en sociale vergoedingen aan de index van de consumptieprijzen, waarbij een evenwicht wordt verzekerd van de inspanningen van alle sociale categorieën en de koopkracht van de minstbegoeden integraal wordt beveiligd;

— de weerslag van de kostenvermindering op de prijzen, de tewerkstelling en de investeringen te organiseren en te controleren;

2^o tarieven van vrije beroepen te onderwerpen aan de in 1^o van dit artikel bedoelde indexformule;

— het bedrag en de modaliteiten vast te stellen van een bijdrage ten laste van de genietters van bedrijfsinkomsten die niet aan de index van de consumptieprijzen gebonden zijn om van de betrokkenen een inspanning te bekomen die in alle opzichten gelijkwaardig is aan degene die aan de genietters van geïndexeerde inkomsten wordt gevraagd, waarbij de koopkracht van de minstbegoeden integraal wordt beveiligd;

R. A. 12280

Zie :

Gedr. St. van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

28 (1981-1982) :

- N^o 1: Ontwerp van wet.
- N^{os} 2 tot 8: Amendementen.
- N^o 9: Advies van de Raad van State.
- N^{os} 10 tot 21: Amendementen.
- N^o 22: Verslag + bijlage.
- N^o 23: Amendementen.
- N^o 24: Advies van de Raad van State.
- N^{os} 25 tot 30: Amendementen.
- N^o 31: Advies van de Raad van State.
- N^{os} 32 tot 35: Amendementen.
- N^o 36: Aanvullend verslag.
- N^o 37: Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :
11 tot 17 januari 1982.

— de bloquer temporairement les tantièmes au niveau des montants payés pour l'exercice comptable 1981 et de régler le cas des sociétés qui n'ont pas payé de tantièmes pour ledit exercice;

— de modifier temporairement les modalités légales ou conventionnelles de la liaison des salaires, des traitements et des allocations sociales des agents des services publics à l'indice des prix à la consommation en vue d'obtenir des intéressés un effort équivalent à tous égards à celui demandé en application du 1^o du présent article;

3^o d'établir des règles visant le développement et la restructuration des secteurs considérés par l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, 2^e partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles comme secteurs relevant de la politique nationale;

4^o d'établir des règles permettant la réduction des charges d'intérêt par la voie de subventions;

5^o de maîtriser et de limiter les dépenses publiques, notamment en modifiant les règles sur la comptabilité de l'Etat, en fixant le montant et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et allocations qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat et en groupant en une enveloppe budgétaire unique toutes les dépenses qui relèvent d'une même politique ou d'une même institution;

6^o de supprimer, transformer, réorganiser ou fusionner des organismes d'intérêt public et des établissements publics relevant de l'Etat ainsi que toute institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle se constate la prépondérance de l'Etat, et d'en améliorer le contrôle et les modalités de fonctionnement;

7^o de réaliser un programme de résorption du chômage, notamment par l'élaboration d'un plan spécial d'emploi pour les jeunes et une redistribution du travail disponible;

8^o d'adapter les règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire des services de l'Etat et des organismes soumis à la tutelle et ou au contrôle de celui-ci, afin d'élargir la mobilité du personnel dans et entre ces services et organismes;

9^o d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants, en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale, tels qu'ils sont énumérés, en ce qui concerne les travailleurs salariés, aux articles 5 à 13 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

10^o de réprimer la fraude sociale, notamment par la répression du travail frauduleux et l'adaptation de la législation sur le travail ainsi que celle relative aux amendes administratives; en cette matière, les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, seront applicables aux infractions prévues;

11^o de promouvoir l'exportation et les commandes publiques relatives à des produits nouveaux, notamment par l'amélioration des instruments publics existants.

— temporairement de bloquer les tantièmes au niveau des montants payés pour l'exercice comptable 1981 et de régler le cas des sociétés qui n'ont pas payé de tantièmes pour ledit exercice;

— temporairement de modifier les modalités légales ou conventionnelles de la liaison des salaires, des traitements et des allocations sociales des agents des services publics à l'indice des prix à la consommation en vue d'obtenir des intéressés un effort équivalent à tous égards à celui demandé en application du 1^o du présent article;

3^o régler de façon à ce que le développement et la restructuration des secteurs considérés par l'article 6, § 1, VI, 4^o, 2^e partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles soient reconnus comme secteurs relevant de la politique nationale;

4^o régler de façon à ce que la réduction des charges d'intérêt soit obtenue par la voie de subventions;

5^o maîtriser et limiter les dépenses publiques, notamment en modifiant les règles sur la comptabilité de l'Etat, en fixant le montant et les modalités d'octroi des subventions, indemnités et allocations qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat et en groupant en une enveloppe budgétaire unique toutes les dépenses qui relèvent d'une même politique ou d'une même institution;

6^o supprimer, transformer, réorganiser ou fusionner des organismes d'intérêt public et des établissements publics relevant de l'Etat ainsi que toute institution de droit belge, qui répond à des besoins collectifs d'intérêt général et dans la création ou la direction de laquelle se constate la prépondérance de l'Etat, et d'en améliorer le contrôle et les modalités de fonctionnement;

7^o réaliser un programme de résorption du chômage, notamment par l'élaboration d'un plan spécial d'emploi pour les jeunes et une redistribution du travail disponible;

8^o adapter les règles légales et statutaires applicables aux agents définitifs, aux agents temporaires, au personnel auxiliaire et au personnel ouvrier temporaire des services de l'Etat et des organismes soumis à la tutelle et ou au contrôle de celui-ci, afin d'élargir la mobilité du personnel dans et entre ces services et organismes;

9^o assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants, en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes généraux qui régissent chacun des régimes de la sécurité sociale, tels qu'ils sont énumérés, en ce qui concerne les travailleurs salariés, aux articles 5 à 13 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

10^o réprimer la fraude sociale, notamment par la répression du travail frauduleux et l'adaptation de la législation sur le travail ainsi que celle relative aux amendes administratives; en cette matière, les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, seront applicables aux infractions prévues;

11^o promouvoir l'exportation et les commandes publiques relatives à des produits nouveaux, notamment par l'amélioration des instruments publics existants.

Art. 2.

En vue du redressement économique et financier, de la croissance économique, de l'encouragement de l'investissement dans les entreprises, de la motivation au travail de la population et de la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue d'abroger, compléter, modifier ou remplacer la législation relative aux impôts, taxes, droits, rétributions et redevances, et notamment modifier l'assiette, le taux, les modalités d'établissement et de recouvrement et la procédure, à l'exclusion des procédures judiciaires, dans les matières suivantes :

1° l'encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou de parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges ;

2° l'imposition collective des époux et de leurs enfants, notamment en ce qui concerne la limite des revenus professionnels fixée à l'article 74, § 1, du Code des impôts sur les revenus ;

3° l'harmonisation du régime des divers revenus professionnels visés aux articles 20 à 33 du Code des impôts sur les revenus ;

4° l'encouragement à l'établissement des jeunes comme travailleurs indépendants ;

5° l'imposition des plus-values sur des immeubles non bâtis, visée à l'article 67, 7°, c, du Code des impôts sur les revenus ;

6° le régime des amortissements et des investissements, notamment les investissements tendant à économiser l'énergie et à promouvoir la recherche et le développement de produits nouveaux et de technologies avancées ;

7° l'impôt des sociétés et l'impôt des non-résidents à charge des sociétés ;

8° les intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus, notamment par une modification de l'article 306 du Code des impôts sur les revenus

9° la constitution, à l'occasion de la création de nouveaux emplois, d'une réserve immunisée d'impôt en vue de couvrir le passif social dû à un licenciement ultérieur éventuel ;

10° le régime des versements anticipés ;

11° le régime de la taxe sur la valeur ajoutée dans le secteur de la construction ;

12° le régime de la taxe sur la valeur ajoutée sur la livraison et l'importation d'œuvres d'art et d'or ;

13° la répression de la fraude fiscale ; en cette matière, les dispositions du Livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85 seront applicables aux infractions prévues.

Art. 3.

§ 1^{er}. Les projets d'arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 sont soumis à l'avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat, dans les cas et avec les effets prévus pour les avant-projets de lois par l'article 3, §§ 1^{er} à 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

§ 2. Sous réserve du § 1^{er}, les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 peuvent, en cas d'urgence, être pris sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrits par des dispositions autres que celles de la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme institutionnelles.

Art. 2.

Met het oog op het economisch en financieel herstel, de economische groei, de bevordering van de investeringen in de ondernemingen, de gemotiveerdheid van de bevolking tot de arbeid en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning, bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde de wetten betreffende de belastingen, taksen, rechten, retributies en cijzen op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen, en inzonderheid de grondslag, het tarief, de heffings- en inningsmodaliteiten en de procedure, met uitsluiting van de gerechtelijke procedures, te wijzigen wat de navolgende aangelegenheden betreft :

1° de aanmoediging van de inschrijving op of de aankoop van aandelen of bewijzen van deelgerechtigdheid in Belgische vennootschappen ;

2° de gezamenlijke belasting van echtgenoten en hun kinderen, onder meer wat betreft de in artikel 74, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bepaalde grens van bedrijfsinkomsten ;

3° de harmonisering van het stelsel van de onderscheiden bedrijfsinkomsten bedoeld in de artikelen 20 tot 33 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ;

4° de aanmoediging van de vestiging van jongeren als zelfstandige ;

5° de belasting op de meerwaarden op ongebouwde onroerende goederen, bedoeld in artikel 67, 7°, c, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ;

6° het stelsel van de afschrijvingen en de investeringen, onder meer de energiebesparende investeringen en de investeringen tot bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe producten en van toekomstgerichte technologieën ;

7° de vennootschapsbelasting en de belasting der niet-verblijfhouders ten laste van vennootschappen ;

8° de nalatigheidsinteresten inzake inkomstenbelastingen, onder meer door een wijziging van artikel 306 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ;

9° het aanleggen van een belastingvrije reserve, bij het scheppen van nieuwe werkgelegenheid, met het oog op het dekken van het sociaal passief te wijten aan een eventuele latere afdanking ;

10° het stelsel van de voorafbetalingen ;

11° het stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde in de bouwsector ;

12° het stelsel van de belasting over de toegevoegde waarde op de levering en de invoer van kunstwerken en van goud ;

13° de bestrijding van de fiscale fraude ; in die aangelegenheid zijn de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op de bedoelde misdrijven.

Art. 3.

§ 1. De ontwerpen van besluiten bedoeld in de artikelen 1 en 2 worden aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State onderworpen in de gevallen en met de gevolgen als voor de voorontwerpen van wetten is bepaald door artikel 3, §§ 1 tot 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

§ 2. Onder voorbehoud van § 1, kunnen de in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten, in geval van dringende noodzakelijkheid, worden genomen zonder de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die voorgeschreven zijn door andere bepalingen dan die van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3. Les arrêtés visés aux articles 1^{er} et 2 seront communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, aux présidents de la Chambre et du Sénat.

§ 4. Le Roi peut assurer l'application des dispositions prises en exécution de la présente loi par des sanctions administratives, civiles, fiscales et pénales. Les sanctions pénales ne pourront excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de 100 000 francs ou l'une des ces peines seulement.

Le Livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85 est applicable aux infractions aux dispositions prises en vertu du présent paragraphe.

Art. 4.

§ 1^{er}. Les pouvoirs accordés au Roi par les articles 1^{er}, 2 et 3, § 4, expirent le 31 décembre 1982.

§ 2. Les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

§ 3. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés que par une loi.

§ 4. Les arrêtés pris en application des articles 1^{er}, 2 et 3, § 4, peuvent rétroagir au 1^{er} janvier 1982, à l'exception des dispositions qui créent des infractions ou aggravent des peines, au sens du Livre 1^{er} du Code pénal.

Les arrêtés pris en application de l'article 2, 5^o, de la présente loi peuvent toutefois rétroagir jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 33, a), 1^o, de la loi du 22 décembre 1977, qui a inséré l'article 67, 7^o, c, dans le Code des impôts sur les revenus.

Art. 5.

Le Roi peut coordonner les lois qu'il modifie en application de la présente loi, avec les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut :

1^o modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner ;

2^o modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner, en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau ;

3^o modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions ;

4^o établir, lorsqu'il fait défaut, un texte néerlandais officiel des dispositions à coordonner ;

5^o arrêter l'intitulé de la coordination.

Le Roi peut, en outre, adapter la présentation des références que font aux dispositions reprises dans la coordination, d'autres dispositions qui n'y sont pas reprises.

Art. 6.

Les arrêtés royaux pris en vertu de l'article 2 sont abrogés au 1^{er} janvier 1984 s'ils n'ont pas été confirmés par la loi avant cette date.

§ 3. De in de artikelen 1 en 2 bedoelde besluiten worden, vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, medegedeeld aan de voorzitters van Kamer en Senaat.

§ 4. De Koning kan de toepassing van de bepalingen, genomen in uitvoering van deze wet, verzekeren door sancties van administratieve, burgerlijke, fiscale en strafrechtelijke aard. De strafsancties mogen niet meer bedragen dan een gevangenisstraf van zes maanden en een geldboete van 100 000 frank of slechts één van deze straffen.

Het eerste Boek van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is van toepassing op de overtredingen van de krachtens deze paragraaf vastgestelde bepalingen.

Art. 4.

§ 1. De in de artikelen 1, 2 en 3, § 4, aan de Koning verleende machten verstrijken op 31 december 1982.

§ 2. De besluiten, getroffen krachtens deze machten, kunnen de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

§ 3. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet.

§ 4. De met toepassing van de artikelen 1, 2 en 3, § 4, genomen besluiten kunnen terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 1982, met uitzondering van de bepalingen die strafbare feiten invoeren of straffen verzwaren, in de zin van Boek I van het Strafwetboek.

De besluiten in toepassing van artikel 2, 5^o, van deze wet mogen echter terugwerken tot de inwerkingtreding van artikel 33 a), 1^o, van de wet van 22 december 1977, welke het artikel 67, 7^o, c, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen heeft ingevoerd.

Art. 5.

De Koning kan de wetten die Hij met toepassing van deze wet wijzigt, coördineren met de bepalingen die deze op het tijdstip van de coördinatie uitdrukkelijk of impliciet gewijzigd mochten hebben.

Daartoe kan Hij :

1^o de volgorde, de nummering van de te coördineren bepalingen en in het algemeen de teksten naar de vorm wijzigen ;

2^o de verwijzingen die voorkomen in de te coördineren bepalingen, met de nieuwe vernummering overeenbrengen ;

3^o zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in de te coördineren bepalingen vervat zijn, de redactie ervan wijzigen ten einde ze onderling te doen overeenstemmen en eenheid in de terminologie te brengen ;

4^o waar voor de te coördineren bepalingen een officiële Nederlandse tekst ontbreekt, deze vaststellen ;

5^o het opschrift van de coördinatie bepalen.

Bovendien kan de Koning de verwijzingen naar de in de coördinatie opgenomen bepalingen die in andere niet in de coördinatie opgenomen bepalingen voorkomen, naar de vorm aanpassen.

Art. 6.

De koninklijke besluiten die werden genomen krachtens artikel 2 zijn opgeheven op 1 januari 1984 indien ze vóór die datum niet door de wet werden bekrachtigd.

Art. 7.

Il sera fait rapport aux Chambres avant le 30 juin 1983 sur les mesures prises en application de la présente loi.

Art. 8.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 18 janvier 1982.

*Le Président
de la Chambre des Représentants,*

J. DEFRAIGNE.

Les Secrétaires,

J.-B. DELHAYE.
R. PEETERS.

Art. 7.

Over de in toepassing van deze wet getroffen maatregelen zal vóór 30 juni 1983 bij de Kamers verslag worden uitgebracht.

Art. 8.

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 1982.

*De Voorzitter
van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,*

J. DEFRAIGNE.

De Secretarissen,

J.-B. DELHAYE.
R. PEETERS.